

Note d'orientation de politique

Vulnérabilité au changement climatique en Afrique: Défis et recommandation pour l'Afrique

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat définit la vulnérabilité climatique comme «le degré de capacité d'un système de faire face ou non aux effets néfastes du changement climatique (y compris la variabilité climatique et les extrêmes). L'Afrique est très vulnérable aux changements climatiques en raison principalement de sa forte dépendance économique aux activités et produits liés au climat et sa faible capacité d'adaptation. Cette faible capacité d'adaptation est liée à la faiblesse des économies, la faiblesse des institutions et des structures de gouvernance insuffisamment développées. Les secteurs de l'eau, de l'agriculture, de la santé et l'ensemble des écosystèmes sont sensibles aux changements climatiques, y compris les changements dans l'ampleur et la fréquence des catastrophes. L'élévation du niveau moyen de la mer menacera les villes côtières d'Afrique, en particulier les villes proches des grands deltas. Le secteur agricole est sensible à la hausse des températures de surface et la variation des précipitations, et ces changements auront une incidence sur la réalisation de la sécurité alimentaire sur le continent. Les maladies sensibles au climat (y compris le paludisme, la méningite et le choléra) devraient se développer dans des zones où elles ne sont pas actuellement courantes. Par exemple, le paludisme va probablement s'accroître dans les zones montagneuses, où la hausse des températures facilitera davantage la reproduction des moustiques.

Messages clés

- La plupart des pays africains sont très vulnérables au changement climatique.
- Les impacts potentiels liés au changement climatique existent dans tous les secteurs.
- Les politiques et les mesures d'adaptation pour faire face aux changements climatiques devront être adaptées aux besoins locaux.
- Le CAPC a un rôle important dans la réduction des obstacles à l'intégration des préoccupations climatiques dans les activités de développement et à identifier les options pour réduire la vulnérabilité au changement climatique.

Vulnérabilité sectorielle

Ressources hydrauliques. La disponibilité de l'eau ainsi que son accès à différentes parties de l'Afrique sont variables. De nombreux pays africains peuvent disposer de l'eau physique potable par habitant, mais la contrainte majeure est l'accès à l'eau en raison de l'insuffisance des infrastructures, ce qui signifie qu'ils sont limités du fait de la pénurie d'eau économique. Le changement et la variabilité climatiques ont le potentiel d'imposer une pression supplémentaire sur la disponibilité, l'accessibilité et la demande de l'eau en Afrique. Même en l'absence de changement climatique, les tendances et les modes d'utilisation de l'eau de la part des populations actuelles indiquent que davantage de pays africains dépasseront les limites de

leurs ressources en eau terrestres économiquement exploitables avant 2025. Actuellement, il n'est pas possible d'estimer en toute confiance les impacts liés au changement climatique sur les ressources en eau.

Agriculture et sécurité alimentaire. Le risque d'effets indésirables sur l'agriculture en raison du changement climatique, en particulier dans les régions semi-arides et subhumides et dans les zones aux sécheresses plus fréquentes et plus longues, peut facilement menacer des vies. En 2020, dans certains pays, les rendements de l'agriculture pluviale pourraient être réduits jusqu'à 50 pour cent. La production agricole, y compris l'accès à l'alimentation, dans de nombreux pays africains devrait être sérieusement compromise. Cela pourrait ensuite affecter négativement, en outre compromettre la sécurité alimentaire et aggraver la malnutrition. En 2080, les zones arides et des terres semi-arides en Afrique devraient augmenter de 5 à 8 pour cent. Les mécanismes d'adaptation internes ne semblent pas susceptibles d'être adéquats pour de nombreuses populations vulnérables, et les ressources disponibles pour l'adaptation au changement climatique pourraient être dépassées par les impacts. Les principaux impacts sur la production alimentaire se traduiront par des changements de température, de taux d'humidité, de rayonnement ultraviolet, des niveaux de CO₂ et de fléaux et de maladies.

Écosystèmes côtiers. Les zones côtières seront menacées par une élévation du niveau moyen de la mer de 0,48 m à la fin de ce siècle. L'élévation prévue du niveau moyen de la mer va exacerber les tensions, physiques, écologiques / biologiques, et socio-économiques existants sur la zone côtière de l'Afrique par l'inondation et l'érosion des terres basses et / ou l'accroissement des inondations causées par des poussées de tempête et des orages intenses. Cela impactera également les écosystèmes côtiers tels que les mangroves, les estuaires, les deltas et les récifs coralliens, qui jouent tous un rôle important dans des activités économiques telles que le tourisme et la pêche. La hausse présagée de la température de l'écorce terrestre aura une incidence sur les pêches en eau douce et la pêche maritime.

Parmi les impacts, l'on pourrait aussi y inclure un changement dans le noyau de production et dans la composition des espèces de poissons, étant donné que les écosystèmes se déplacent géographiquement et changent en interne. Les chiffres économiques sont attendus.

Santé humaine. Avec le changement climatique, les risques pour la santé qui en résultent pour les populations humaines dépendent de l'endroit où vivent les populations et de leur vécu. Parmi les préoccupations spéciales, l'on peut citer:

- Les îlots: Les populations des petits États insulaires en développement et d'autres régions de basse altitude sont vulnérables à la mortalité et aux blessures et à la destruction de l'infrastructure publique de santé du fait des tempêtes tropicales de plus en plus graves. La salinisation des ressources en eau et des terres agricoles du fait de l'élévation du niveau de la mer peut également se révéler inquiétant.
- Les zones urbaines: La hausse des températures mondiales, combinée avec les effets de la chaleur urbaine insulaire, rend les populations urbaines, en particulier celles des méga-villes tropicales, vulnérables à une combinaison de risques pour la santé, y compris les vagues de chaleur, les inondations, les maladies infectieuses, et la pollution de l'air.
- Les zones montagneuses: Les hautes températures intensifient les risques de propagation de maladies à transmission vectorielle telles que le paludisme, aux populations de haute altitude non immunisées contre ces maladies. Ainsi, les populations de montagnes courent un plus grand risque par rapport à l'insécurité hydraulique, les inondations et les glissements de terrain mais aussi les maladies infectieuses.
- Enfants: Les enfants sont parmi les plus exposés aux risques pour la santé du fait du changement climatique.

Les taux de reproduction et de survie des agents infectieux et leurs organismes vectoriels associés (moustiques, tiques, et phlébotomes) sont forte-

ment influencés par les fluctuations de température. Bien qu'il soit difficile de trouver des relations entre l'incidence d'une maladie et la tendance au réchauffement, l'on a apparemment découvert des associations en Éthiopie et au Kenya. En général, les populations les plus vulnérables devraient se localiser sur les franges des zones actuellement infectées.

Recommandations

La conception et la mise en œuvre de politiques et de mesures visant l'adaptation au changement climatique pour en réduire la vulnérabilité, sera cruciale. Les stratégies d'adaptation doivent permettre un riche répertoire d'options de politiques qui peuvent être mises en œuvre par les institutions et les organismes concernés. Améliorer la résilience sociale face au changement devrait compléter les objectifs de faciliter le développement durable et l'amélioration des capacités d'adaptation. La planification pour l'adaptation doit commencer par une compréhension des populations et des régions vulnérables et une évaluation de la capacité de ces groupes et régions à faire face à la variabilité et au changement climatique. La planification de l'adaptation devra être spatialement explicite autant que possible. Parmi les besoins d'adaptation, l'on cite notamment:

- Le renforcement des capacités à recueillir et analyser des données liées au changement climatique. (L'objectif devrait être de développer des modèles et des scénarii climatiques et de procéder à des évaluations de la vulnérabilité et d'impact);
- Faire en sorte que la recherche soit pertinente aux besoins pratiques sur le plan local;
- Réajuster des stratégies de gestion existantes pour faire face au changement climatique;
- Impliquer les populations et collectivités locales dans l'élaboration des stratégies de gestion. (Cela permettra aux mesures de gestion d'être plus étroitement liées aux personnes directement affectées);
- Prendre en compte les impacts négatifs potentiels des mesures d'adaptation.
- Développer et maintenir un système d'assurance comme moyen de partager les risques liés au climat en Afrique; et
- Développer des approches régionales pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique.

ClimDev-Afrique

Pour plus d'information sur le CAPC et l'intégralité du programme ClimDev-Africa, veuillez visiter le site web de ClimDev-Africa sur: <http://www.climdev-africa.org>

Ce document est le résultat d'une recherche menée par le Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC) en collaboration avec des experts et rédacteurs sélectionnés. Le CAPC fait parti du programme Climat pour le Développement (ClimDev-Africa), une initiative commune de l'Union Africaine (AU), la Commission Économique pour l'Afrique des Nations Unies (CEA) et la Banque Africaine de Développement (BAD). Le programme est financé par différents gouvernements et agences de développement. Cependant, les points de vue exprimés dans ce document ainsi que les informations qu'il contient ne sont pas nécessairement ceux et celles approuvés par ces institutions partenaires qui n'accepteront aucune responsabilité en cas d'association de quelconque information avec avec l'une d'entre elles.

© 2014, Centre Africain pour la Politique en matière de Climat (CAPC). Tout droits réservés.



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique



Commission
de l'Union Africaine



Banque Africaine de
Développement